



Conseil municipal du 27 janvier 2012

Intervention Jean-Michel Bérégovoy

4-1 – BUDGET PRIMITIF 2012

Madame le Maire, cher(e)s collègues,

Oui la conjoncture économique et financière est très dégradée.

Elle est dégradée à cause de la crise des dettes souveraines. Dégradée aussi à cause du manque de clairvoyance et de capacité à comprendre les évolutions d'un monde qui a changé et dont les évolutions vont continuer à s'amplifier.

Nous n'avons pas su il y a quelques années, anticiper et accompagner ces changements en opérant des choix politiques forts.

La crise de la dette publique n'est pas une fatalité mais elle résulte de choix ou plutôt de non choix politiques.

De la même façon, la progression des dettes de nos collectivités, certes due au désengagement de l'Etat, mais également le produit d'emprunts qualifiés aujourd'hui de toxiques, n'était pas inéluctable.

Rappelons que dans nombre de collectivités des élus, alors souvent issus des rangs de l'écologie politique, remettaient en cause ces choix en démontrant la dangerosité de ces emprunts. Ils n'ont pas été écoutés.

Dans notre région, nous payons fortement ces hésitations, que ce soit Millery, Pétroplus ou encore M-Real, chacun comprend l'ampleur du désastre industriel et humain que les salariés de ces entreprises, et à travers les Hauts-normands, sont en train de vivre. Pouvons nous l'éviter ?

Oui, si la transition écologique de l'économie avait été au cœur de nos priorités. Peut-être n'est-il pas trop tard pour une partie de ces salariés à condition de les aider, à transformer leurs outils de production, à les réadapter à l'économie du 21^{ème} siècle, tout en mettant en perspective leurs compétences et leurs savoir-faire.

Nous le comprenons bien, nous sommes aujourd'hui réunis en Conseil municipal aujourd'hui pour débattre et voter notre budget primitif 2012 dans un contexte contraint et difficile et dont on sait, toutes et tous, qu'il ne s'améliorera pas nécessairement dans les années à venir et ce, quelque soient les résultats électoraux de 2012.

C'est dans ce contexte que nous devons construire localement une réponse à cette crise qui frappe nos concitoyens. Elle nous impose de revoir nos engagements, de réfléchir de nouveau à nos priorités.

Le budget qui nous est proposé est à nos yeux une esquisse et non un aboutissement de cette réflexion.

Nous devons nous pencher, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, sur nos objectifs fondamentaux afin de mettre en perspective quelques idées fortes. Et tout d'abord :

Une ville qui protège

En cette période particulièrement difficile, nous devons renforcer cet objectif en évitant l'éparpillement et le saupoudrage. Il nous faut renforcer notre soutien au logement social, et notamment au bailleur public de notre ville qui, trop souvent, est le dernier recours pour des gens qui sont systématiquement refusé par d'autres structures.

D'ailleurs à ce propos, et au-delà de la difficulté que représente notre aspect Ville centre, nous devons, aux côtés des associations qui luttent au quotidien pour le droit au logement, agir dans l'urgence et réquisitionner, quand c'est absolument vital, les logements vides, comme le permet le code des communes.

Nous devons soutenir plus fortement les associations car elles représentent souvent un maillon essentiel du lien social avec toutes celles et tous ceux qui se subissent les plus grandes injustices de notre société.

Une ville qui rééquilibre durablement l'aménagement de son territoire.

Le démarrage des projets d'ampleur tels que l'aménagement des quais bas RG et de la transformation de la Place des Emmurées vont dans le bon sens.

Toutefois il faudra apporter une attention particulière aux quartiers trop longtemps délaissés par la puissance publique. C'est le cas dans le quartier Grieu Vallon Suisse où nous devons faire un effort supplémentaire pour aboutir sur un projet co-élaboré et attendu depuis des années. C'est aussi le cas à la Grand'Mare où nous devons lancer un AUP pour co-construire un projet partagé avec les forces vives d'un quartier meurtri par les drames qui se sont succédé dans les Lods.

En revenant, sur l'aménagement des quais bas, nous devons prendre ensemble l'objectif que plus un seul camion ne puisse y passer dès la réalisation de la première phase du projet. C'est un engagement tant de santé publique que d'attractivité pour notre ville.

Enfin une ville qui construit son avenir soutenable pour les générations futures

Dans la dernière Décision Modificative du Budget 2011, nous avons vu l'impact sur les dépenses publiques du coût de l'énergie (+1 million d'euros).

Et cela va continuer. La rarification des ressources et l'instabilité planétaire sont aujourd'hui autant de facteurs aggravants.

Face à cela nous devons être beaucoup plus ambitieux notamment sur notre politique d'économie d'énergie. Notre objectif commun doit être celui d'une montée en puissance dès 2012 de notre projet de mise aux normes de nos bâtiments municipaux et tout particulièrement des écoles de notre ville. Cela permettra, au-delà de l'impact environnemental, de baisser à terme nos budgets de fonctionnement sur les fluides. A ce propos, la création d'une chaudière à bois sur les Hauts de Rouen et de l'utilisation de la géothermie pour le chauffage urbain de la Luciline, sont deux décisions qui vont dans le bon sens. Toutefois, la question du mode de gestion de ces nouvelles structures doit être posée. Pour notre part, nous défendons la mise en place d'un grand service public d'Agglomération du chauffage urbain.

Construire un avenir durable, c'est également donner un élan plus important à notre politique de stationnement et de déplacement. Cela passe par un travail commun de

conviction auprès des partenaires de la CREA afin de renforcer et d'accélérer la création de parking relais, mais aussi l'offre en transports en commun sur tout le territoire communal.

Le renforcement du métro et l'amélioration de la L7 sont de bonnes décisions qui vont dans le bon sens même si nous avons pris beaucoup de retard par rapport aux autres agglomérations.

Concernant les déplacements doux et notamment le schéma directeur d'aménagement cyclable de Rouen, nous serons très attentifs à ce qui sera proposé. Cependant, les sommes mobilisées ne paraissent pas à la hauteur de l'enthousiasme affiché. Le vélo en ville ne se résume pas à la présence du Tour de France, bien au contraire...

Nous le voyons bien, nous sommes ici en présence d'un budget raisonnable et qui prend en compte la conjoncture extrêmement difficile dans laquelle nous nous trouvons. Mais ce budget n'est pour nous qu'une étape supplémentaire dans notre volonté d'évolution et de transformation de notre ville.

C'est pour cela que notre groupe demande que nous revoyons ensemble nos objectifs en terme d'investissement et de fonctionnement. Cela est un objectif prioritaire dans l'élaboration d'un projet qui protège nos concitoyens tout en construisant un avenir soutenable pour les générations futures.

Nous l'avons dit, nous avons la responsabilité de ne pas renforcer l'endettement de la Ville, ce qui signifie de redéfinir nos priorités. Et pour nous, cette relecture ne peut se faire que dans un climat de confiance restaurée au sein de la majorité et en concertation avec les rouennaises et les rouennais.

Contact Presse

Ludivine Perroux Attachée du Groupe EELV Mairie de Rouen
06.64.12.49.30 & ludivine.perroux@laposte.net

